



Le mercredi 6 juillet 2022 à 14 heures 30

Compte-rendu - Cercle de Compétences Juridique

ORDRE DU JOUR :

- **Réflexions sur l'acceptation, dans le cadre de la nouvelle procédure d'homologation des contrats de travail des poloïstes professionnels par la Commission Fédérale de Qualification des Joueurs (CFQJ), de « CDI sportifs »**
- **Réflexions sur la manière de protéger l'investissement des clubs en termes de formation des jeunes joueurs via la mise en place d'une incitation à conclure un premier contrat professionnel avec son club formateur**

Sont présentes :

- | | |
|-----------------------------|------------|
| - Madame Carine SOLLBERGER, | Présidente |
| - Madame Marie JAMET, | Membre |

Assiste à la réunion :

- | | |
|---------------------------|----------------------|
| - Monsieur Antoine DURAND | Secrétaire de séance |
|---------------------------|----------------------|
-

REFLEXIONS SUR L'ACCEPTATION, DANS LE CADRE DE LA NOUVELLE PROCEDURE D'HOMOLOGATION DES CONTRATS DE TRAVAIL DES POLOÏSTES PROFESSIONNELS PAR LA COMMISSION FEDERALE DE QUALIFICATION DES JOUEURS (CFQJ), DE « CDI SPORTIFS »

A titre liminaire, Antoine rappelle la mise en place d'une procédure spécifique d'homologation des contrats de travail des poloïstes professionnels par la CFQJ.

Pour précision, les clubs devront obligatoirement présenter :

- 7 joueurs salariés professionnels de Water-Polo sous contrat de travail afférent ;
- 1 entraîneur salarié professionnel de Water-Polo sous contrat de travail afférent.

Cependant, puisque tous les acteurs du Championnat de France Elite Masculin ne sont pas professionnels, au sens où ils ne sont rémunérés via un contrat de travail à durée déterminée spécifique (CDDS) portant sur l'exercice professionnel du Water-Polo dans le cadre de compétitions et des entraînements y préparant en vertu du chapitre 12 de la Convention Collective Nationale du Sport (CCNS), certains entraîneurs/joueurs disposent d'un contrat de travail à durée indéterminée (CDI) « classique » d'acteur non professionnel.

Par conséquent, alors que l'article L.222-2-3 dispose qu' *« afin d'assurer la protection des sportifs et entraîneurs professionnels et de garantir l'équité des compétitions, tout contrat par lequel une association sportive ou une société mentionnée aux articles [L. 122-2](#) et [L. 122-12](#) s'assure, moyennant rémunération, le concours de l'un de ces salariés est un contrat de travail à durée déterminée »*, le CCompétences Juridique est saisi ce jour d'une réflexion quant à :

- L'acceptation de tels CDI comme pouvant être comptabilisés comme contrat d'entraîneur/joueur professionnel de Water-Polo homologable par la CFQJ ;
- La possibilité de mettre en place une disposition transitoire de façon à garantir l'effectivité de l'application du code du sport à l'avenir, tout en mettant en place une dérogation exceptionnelle à l'obligation d'un CDDS pour toute relation de travail entre une association sportive et un entraîneur/joueur professionnel.

LE CDDS COMME UNE OBLIGATION LEGALE

Le CCompétences Juridique considère en premier lieu que l'usage du présent de l'indicatif par le législateur (article L.222-2-3 précité) invite en effet à considérer la disposition comme impérative.

Le recours au CDD pour les sportifs / entraîneurs répondant à la définition de « sportif professionnel » / « entraîneur professionnel » au sens du Code du sport et de la CCNS apparaît donc bien comme étant une obligation légale.

Envisager ouvertement que le recours au CDI pourrait être admis semble donc purement et simplement illégal, d'autant que le projet de règlement Water-Polo ne semble apporter aucune précision sur les cas dans lesquels le CDI serait admis.

A cet égard, même si la conformité au droit de l'Union Européenne (notamment vis-à-vis de l'accord cadre CES, UNICE et CEP de la Directive 1999/70/CE du Conseil du 28 juin 1999 sur le travail à durée déterminée) de l'obligation de recourir au CDD spécifique fait débat, il n'est pas du ressort de la FFN, fédération sportive s'étant vu accorder la délégation prévue par l'article L.131-14 du code du sport par le ministère chargé des Sports français, de se prononcer sur la question, étant en outre entendu qu'aucune éventuelle évolution légale n'est d'actualité, à moyen terme tout du moins.

LES CDI HOMOLOGABLES A TITRE TRANSITOIRE COMME CONTRATS DE TRAVAIL D'UN ENTRAINEUR/POLOÏSTE PROFESSIONNEL

Au demeurant, d'un point de vue pratique, les clubs ne peuvent procéder que par voie d'avenant (donc agrément obligatoire du salarié : il est ainsi relativement compliqué pour le club de convaincre son salarié de précariser sa situation, sauf à rehausser son salaire ou autre avantage), pour convertir les CDI en CDD spécifique, ce qui apparaît zélé. A cet égard, il serait d'ailleurs paradoxal d'utiliser cette modification par voie d'avenant, surtout lorsque de jurisprudence constante le non-respect des conditions encadrant le CDD spécifique est systématiquement sanctionné par la requalification en CDI.

Ainsi, au regard du faible risque contentieux quant à la validité d'un « CDI sportif » via la procédure d'homologation des contrats de travail par la CFQJ, il apparaît opportun de prévoir une disposition transitoire, en ce que les CDI déjà conclus par les clubs avec leur entraîneur/joueur pourraient être homologables par la CFQJ.

Cependant, seule problématique d'équité de la compétition qui ne pourra pas être réglée par cette disposition transitoire, les entraîneurs/joueurs en CDI dans un club pourront le quitter sans contrepartie en respectant la durée de préavis prévue conventionnellement.

- ➔ En conséquence, sur la base de ces débats, le CCompétences Juridique propose **d'accepter les CDI comme pouvant être comptabilisés comme contrat d'entraîneur/joueur professionnel de Water-Polo homologable par la CFQJ à condition que leur date d'effet et leur date de signature/conclusion soient strictement antérieures au 1^{er} août 2022.**

Ainsi, eu égard à cette proposition :

- La CFQJ pourra valider des « CDI sportifs » déjà en vigueur afin de ne pas forcer les clubs à procéder par voie d'avenant : le risque juridique pour le club afférent à cette modification contractuelle est évité et la situation professionnelle des entraîneurs/joueurs concernés n'est pas précarisée
- pour tout recrutement ultérieur à cette date, les clubs auront l'obligation de conclure des CDDs avec leur entraîneur/joueur professionnel.

TRADUCTION REGLEMENTAIRE

*« Tout club qui s'assure, contre rémunération, le concours d'un sportif ou d'un entraîneur professionnel, doit établir un contrat de travail à durée déterminée spécifique tel que défini aux articles L222-2 et suivants du Code du Sport, **ou par exception un contrat à durée indéterminée dont la date d'effet et leur date de signature/conclusion sont strictement antérieures au 1^{er} août 2022.** La durée du contrat de travail d'un sportif ou d'un entraîneur professionnel ne peut être inférieure à la durée d'une saison sportive fixée à douze mois ».*

REFLEXIONS SUR LA MANIERE DE PROTEGER L'INVESTISSEMENT DES CLUBS EN TERMES DE FORMATION DES JEUNES JOUEURS VIA LA MISE EN PLACE D'UNE INCITATION A CONCLURE UN PREMIER CONTRAT PROFESSIONNEL AVEC SON CLUB FORMATEUR

Antoine rappelle en premier lieu la proposition de Julie EISSEN, membre du CCompétences Water-Polo :

« indiquer que sous contrat aspirant, en fin de contrat, le club doit faire une proposition de contrat de joueur pro de 3 ans au sein du club formateur que le joueur est dans l'obligation d'accepter, dans la mesure du respect de la CCNS, étant donné qu'il doit « rendre » au club une partie de l'investissement dans la formation qu'il a reçu. Le club doit avoir la priorité sur l'embauche du jeune sinon le projet n'a pas d'intérêt pour les clubs de mettre de l'argent dans la formation et on va continuer à avoir des clubs qui ne forment pas et qui surachètent les joueurs. Ce n'est pas vertueux ; L'objectif est d'engager les clubs dans la dynamique de formation. »

L'IMPOSSIBILITE DE PREVOIR UNE OBLIGATION REGLEMENTAIRE POUR LE JOUEUR SOUS CONTRAT ASPIRANT D'ACCEPTER UN CONTRAT DE TRAVAIL DE JOUEUR PROFESSIONNEL AU SEIN DE SON CLUB FORMATEUR

Cependant, les dispositions de l'article L211-5 du code du sport qui prévoit une telle obligation n'est applicable qu'à des conventions de formation dans le cadre d'un centre de formation agréé mentionné à l'article L. 211-4 du même code. Or, les clubs FFN ne constituent pas des centres de formation agréés au sein de cet article, de nombreuses conditions avec un cahier des charges précis étant fixées pour acquérir cet agrément de centre de formation : https://www.legifrance.gouv.fr/codes/section_lc/LEGITEXT000006071318/LEGISCTA000006167019/#LEGISCTA000006167019

Par conséquent, le règlement Water-Polo ne peut strictement prévoir une telle obligation pour le joueur sous contrat aspirant avec son club d'accepter un contrat de travail de joueur professionnel avec ce même club.

UNE CONTRAINTE FINANCIERE AFIN DE PROTEGER L'INVESTISSEMENT DU CLUB DANS LA FORMATION DU JOUEUR

Au demeurant, l'idée de protéger l'investissement du club dans la formation du joueur paraît opportune ; à cet égard, Antoine rappelle que le règlement financier de la FFN prévoit d'ores et déjà des droits de transfert spécifiques lorsqu'un joueur change de club au terme de son contrat d'aspirant, à hauteur de 1.000 €/saison, étant en outre précisé qu' « en cas d'un transfert de joueur sous contrat d'Aspirant avant son terme dans un club évoluant en Championnats de France dans la catégorie concernée, les droits de transfert dus par le club d'accueil seront déterminés exceptionnellement en additionnant les droits de transfert dus au titre de ce transfert mais également ceux dus au titre du nombre de saisons passées sous convention d'Accompagnement à la pratique du haut niveau » (500€/saison pour les transferts des CAPHN).

La solution pourrait ainsi être de durcir le montant des droits de transfert lorsqu'un joueur sous contrat d'aspirant, à qui un contrat de travail de joueur professionnel a été proposé par son club, a décliné l'offre et s'engage via un contrat de travail de joueur professionnel avec un autre club participant au Championnat de France Elite Masculin.

- ➔ En conséquence, sur la base de ces débats, le CCompétences Juridique propose de **contraindre réglementairement les joueurs sous contrat d'aspirant se voyant proposer un contrat de travail de poloïste professionnel (CDDS pour rappel) par**

leur club formateur d'acceptation ledit contrat ; en cas de refus et de conclusion d'un CDDS avec un club concurrent du Championnat de France Elite Masculin, devra être versé le double du montant des droits de transfert prévus à l'article 26.1 du Règlement financier pour le transfert de joueur sous contrat d'Aspirant.

TRADUCTION REGLEMENTAIRE

« A l'issue du contrat d'aspirant, s'il entend exercer le Water-Polo à titre professionnel au sein du Championnat de France Elite Masculin, le joueur bénéficiaire de ce contrat est dans l'obligation de conclure, avec l'association avec laquelle il a conclu ce contrat d'aspirant, un contrat de travail défini aux articles [L. 222-2](#) à [L. 222-2-9](#) du présent code, dont la durée ne peut excéder trois ans. La proposition de ce contrat de travail devra avoir été faite au plus tard le 31 mai de l'année de fin de contrat d'aspirant.

En cas de non-respect du présent article, et corollairement en cas de conclusion d'un contrat de travail défini aux articles L.222-2 à L.222-2-9 du code du sport avec une autre association participant au Championnat de France Elite Masculin, devra être versé par le club d'accueil le double du montant des droits de transfert prévus à l'article 26.1 du Règlement financier pour le transfert de joueur sous contrat d'Aspirant avant son terme ».



Carine SOLLBERGER
Présidente